

Clima-Med

Agir pour le climat dans  
le sud de la Méditerranée



Financé par  
l'Union européenne



CLIMATE FOR CITIES

# GUIDE SUR LE FINANCEMENT CLIMATIQUE

Annexe 4

**CONDITIONS-CADRES POUR LE FINANCEMENT CLIMATIQUE  
AU LIBAN**

# Table des matières

<b>INTRODUCTION</b>	<b>2</b>
1.1 CONTEXTE DE LA CRISE ACTUELLE AU LIBAN .....	3
1.2. LE PROJET CLIMA-MED .....	4
<b>LE CADRE INSTITUTIONNEL ET DE PLANIFICATION</b>	<b>6</b>
2.1. INSTITUTIONS DE L'ÉTAT.....	9
2.2. CADRE STRATEGIQUE.....	10
<b>EXEMPLES DE FINANCEMENT LIE AU CLIMAT</b>	<b>13</b>
3.1. BANQUE DU LIBAN .....	14
3.2. BANQUES COMMERCIALES ET FONDS AYANT UNE EXPERIENCE EN MATIERE DE FINANCEMENT CLIMATIQUE .....	15
3.3. (SUPER)-ESCO .....	16
3.4. PARTENARIATS PUBLIC-PRIVE (PPP) ET CONCESSIONS.....	16
<b>EXEMPLES DE FINANCEMENT CLIMATIQUE PAR LES DONATEURS ET LES BANQUES MULTILATERALES DE DEVELOPPEMENT</b>	<b>17</b>
4.1. EXPERIENCE EN MATIERE DE FINANCEMENT MIXTE.. ..	18
<b>CONCLUSIONS</b>	<b>22</b>
<b>RÉFÉRENCES</b>	<b>24</b>

# 01.

Introduction



## 1.1 Contenu

La situation actuelle du Liban et sa crise économique, politique et sociale doivent être prises en compte lors de l'utilisation des informations contenues dans ce rapport. La descente du Liban vers la ruine financière a commencé en 2019, à la suite d'une frénésie de dépenses mal gérées qui a fait grimper la dette, à la suite d'une paralysie politique due aux querelles entre factions rivales et à la réticence des bailleurs de fonds étrangers à renflouer le pays à moins qu'il ne se réforme.

La Banque mondiale estime que cette crise est l'une des plus graves à l'échelle mondiale depuis le milieu du XIXe siècle. Elle a dévasté un pays autrefois considéré comme un avant-poste riche et libéral au Moyen-Orient, avant que la guerre civile n'éclate de 1975 à 1990. Environ 80 % des 6,5 millions d'habitants sont considérés comme pauvres. En septembre 2022, et selon l'UNICEF, plus de la moitié des familles avaient au moins un enfant qui sautait un repas, contre un peu plus du tiers en avril.

En février 2023, le Liban a dévalué son taux de change officiel pour la première fois en 25 ans, l'affaiblissant de 90 % mais laissant la monnaie locale bien en dessous de sa valeur de marché en raison de la crise de liquidité en cours. Selon certaines estimations, la dette de l'État atteindra 495 % du produit intérieur brut en 2021, ce qui est bien supérieur aux niveaux qui ont paralysé certains États européens il y a dix ans.

Dans l'attente d'un dénouement de cette situation critique, de la mise en fonctionnement d'institutions étatiques et d'un prompt retour à un niveau minimum de stabilité. Les « Conditions-cadres pour le financement climatique au Liban – Annexe 4 du Guide Clima-Med sur le financement climatique » présente un ensemble spécifique de règles, de réglementations, de structures et d'exemples pertinents pour l'effort global visant à augmenter le financement climatique dans le pays.

Les informations contenues dans cette Annexe ont pour objectif d'orienter les actions liées au financement climatique de manière générale, et plus particulièrement, d'améliorer la planification et la mise en œuvre des recommandations énoncées dans le Guide Clima-Med sur le financement climatique.

### Les conditions-cadres portent sur les éléments suivants :

- La disponibilité et l'utilisabilité des PAAEDCs de Clima-Med et de la CAS.
- Les principales installations d'appui technique et les programmes liés au financement climatique dans le pays.
- L'organisation institutionnelle, y compris les principales institutions publiques dont les responsabilités et les besoins sont liés à l'action climatique en général, et plus particulièrement au financement climatique.
- Les banques commerciales, les fonds, ainsi que d'autres acteurs financiers dotés d'une expertise et d'un potentiel en matière de financement climatique, y compris les fonds des banques de développement, et les programmes de financement pertinents.
- Les conditions-cadres spécifiques liées à la mise en œuvre de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) dans le pays.
- Les programmes de subventions passés ou actuels et les subventions soutenues par les gouvernements bilatéraux, les Banques Multilatérales de Développement, et les mécanismes de financement mixtes liés au climat.
- L'application, le processus de qualification et le recours aux Sociétés de Services Énergétiques (ESCO) et aux Entreprises d'audit énergétique.
- L'applicabilité et les conditions propices pour mettre en place les partenariats public-privé et les concessions.
- Enfin, une sélection d'exemples d'actions climatiques financées et conclusions générales.

## 1.2. Le projet Clima-Med

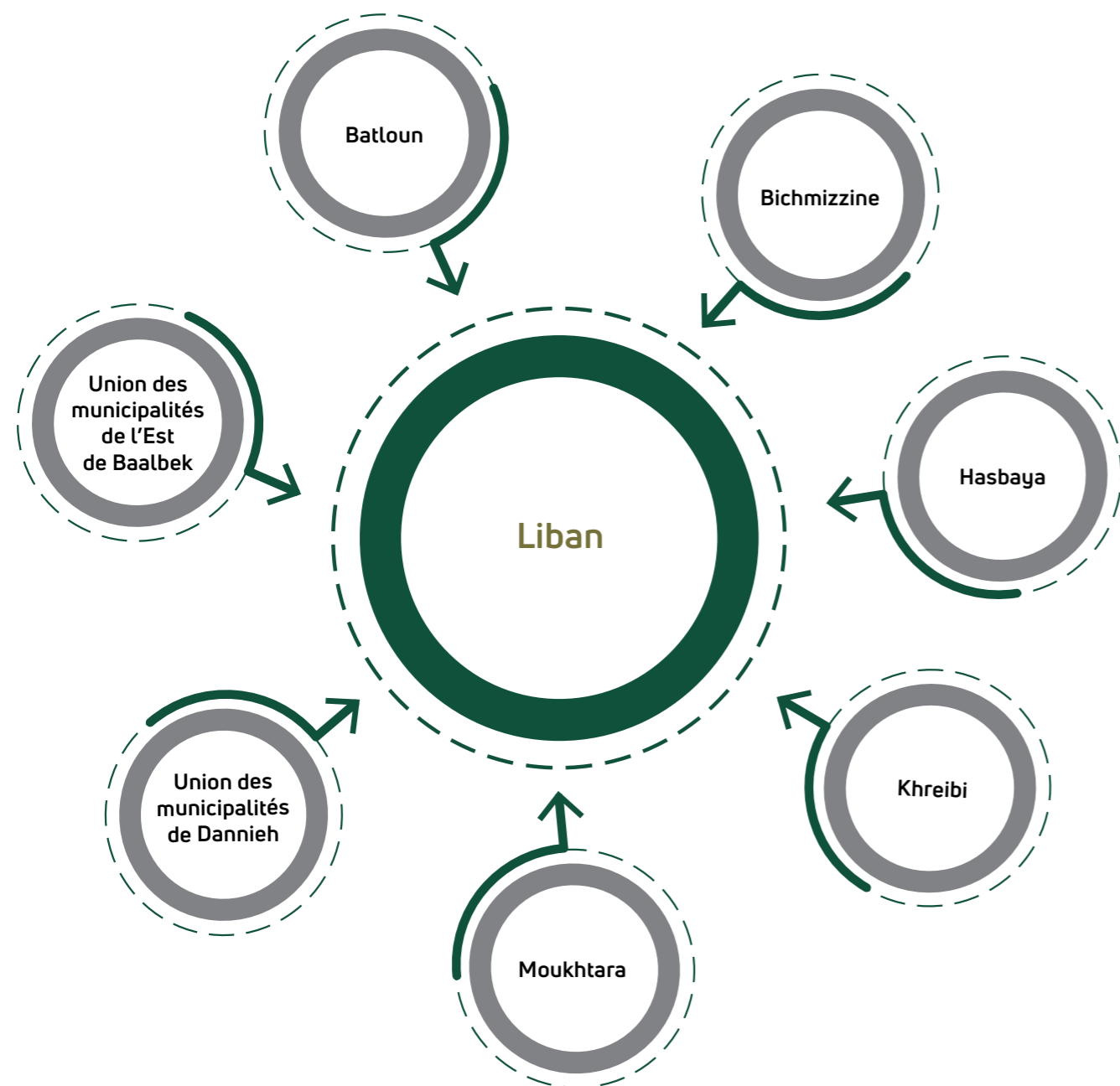
Le projet Clima-Med, lancé en 2018 au profit de 8 pays et plus d'une centaine de villes dans le sud de la Méditerranée, renforce trois composantes essentielles visant à orienter et à mettre en œuvre des politiques, des stratégies et des programmes liés au climat aux niveaux national et local.

La première composante du projet est dédiée à la coordination de l'action climatique au niveau national par la création du Groupe de Coordination National (GCN) et l'élaboration de la Stratégie de coordination de l'action pour le climat (CAS). La deuxième composante soutient les autorités locales dans l'élaboration des Plans d'Action pour l'Accès à l'Énergie Durable et le Climat (PAAEDCs), tandis que la troisième composante vise à renforcer le financement climatique, principalement pour financer les projets PAAEDCs.

La Stratégie de coordination de l'action pour le climat (CAS) a pour objectif de formuler des recommandations aux autorités nationales en vue d'améliorer l'intégration du changement climatique (CC) dans les politiques publiques, tant au niveau de l'atténuation que de l'adaptation au CC, et d'assurer une coordination plus efficace entre tous les acteurs du CC à l'échelle nationale.



## Les municipalités et les unions de municipalités suivantes ont développé leur PAAEDC au Liban



En outre, le projet Clima-Med a créé et dirige l'initiative CoM Med, attirant de nombreuses villes engagées dans la préparation de leurs PAAEDCs, renforçant ainsi le besoin de les soutenir financièrement pour la réalisation des actions prévues dans ces plans.

**Les PAAEDCs élaborés, ainsi que l'implication croissante de plusieurs villes, forment une base solide à mettre en avant, en particulier auprès des institutions nationales, et principalement face aux donateurs internationaux.**

# 02.

Le cadre Institutionnel et de Planification



Le Liban a soumis sa CDN<sup>[1]</sup> révisée en mars 2021 et, malgré un contexte fragile, il a augmenté son objectif inconditionnel de réduction des émissions à 20 %. La CDN révisée accroît la transparence des objectifs d'atténuation, notamment en matière d'énergies renouvelables. Elle clarifie également les mesures d'adaptation et favorise l'inclusivité et les approches de l'ensemble de la société. Les secteurs d'atténuation couverts par la CDN comprennent l'énergie (y compris les transports), les processus industriels et l'utilisation d'autres produits, l'agriculture, l'utilisation des terres, le changement d'utilisation des terres, la foresterie (UTCATF) et les déchets. Les domaines d'adaptation et de résilience de la CDN révisée comprennent l'agriculture, les zones côtières, la biodiversité, la santé, l'eau et la gestion des risques de catastrophe.

Le rôle de plusieurs institutions nationales est de contribuer directement aux actions climatiques. Plusieurs plans et stratégies ont été publiés concernant l'atténuation et l'adaptation aux niveaux national et local. Les acteurs clés et les principaux projets sont les suivants :



[1] [https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Lebanon First/Lebanon's 2020 Nationally Determined Contribution Update.pdf](https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Lebanon%20First/Lebanon's%202020%20Nationally%20Determined%20Contribution%20Update.pdf)



### Le ministère de l'environnement (ME)

Il est le coordinateur général de la politique climatique du Liban. Le ministère coordonne, en particulier, les efforts nationaux visant à intégrer le changement climatique dans les plans de développement et les réformes, à promouvoir les énergies renouvelables, la gestion durable des déchets, etc.

### Le ministère de l'Agriculture (MA)

Il gère le secteur alimentaire par le biais de plusieurs départements, notamment l'Institut de Recherche Agronomique Libanais, le Plan vert et le Conseil supérieur de l'agriculture. Le travail du ministère va de la recherche scientifique à la préparation de stratégies et de méthodes de production agricole et à l'administration générale du secteur agricole, y compris l'élaboration de lignes directrices<sup>[2]</sup> pour la gestion des ressources naturelles.

### Le ministère de l'Énergie et de l'Eau (MEE)

Il gère et planifie les secteurs de l'eau et de l'énergie ainsi que les projets connexes. Cependant, la responsabilité institutionnelle du Liban en matière d'eau, d'énergie et d'alimentation est répartie entre plusieurs organisations. Des lois, des codes et des stratégies de gestion de l'eau ont été fréquemment mis en œuvre et réformés, mais leur approbation est souvent retardée. Les politiques existantes conduisent souvent à une prise de décision fragmentée et à un chevauchement des responsabilités. Le ministère de l'Énergie et de l'Eau supervise également l'Électricité du Liban (EDL), la compagnie d'électricité publique chargée, entre autres<sup>[3]</sup>, de répondre à 90 % des besoins énergétiques du pays.

### Le ministère de l'industrie

Il a lancé le projet Lebanon Industry 2025 : une vision intégrée du secteur industriel libanais (2015). La vision 2025 a été accompagnée d'un plan stratégique exécutif (2016-2020) et d'un plan opérationnel pour 2016-2017. Le ministère a commencé à mettre en œuvre son plan exécutif et stratégique en 2016. En outre, il a publié un rapport de synthèse sur les initiatives et les politiques visant à atteindre les ODD.

[2] <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fsufs.2022.748343/full>

[3] <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fsufs.2022.748343/full>

### L'Association des industriels libanais

Il s'agit de la principale association nationale d'entreprises manufacturières du pays. Elle s'occupe des questions économiques et sociales liées aux entreprises et préconise une politique de développement industriel équilibrée pour toutes les régions libanaises. Les experts techniques de la haute direction de l'association sont parties prenantes du processus de consultation qui se déroule à l'intérieur du pays<sup>[4]</sup>. L'AIL participe à des consultations politiques sur diverses questions, notamment la politique économique et sociale, la législation du travail et les relations industrielles, la sécurité sociale et les soins de santé, la fiscalité, les politiques en faveur des petites et moyennes entreprises, l'éducation, la recherche et la technologie, ainsi que l'environnement<sup>[5]</sup>.

L'objectif du Conseil de la construction écologique du Liban (CCEL) est de fournir un système de certification libanais pour les bâtiments qui adoptent des paramètres environnementaux et de transformer la façon dont les bâtiments et les communautés sont conçus en un environnement prospère qui améliore la qualité de vie. Le CCEL vise à devenir une organisation à but non lucratif de premier plan qui promeut l'industrie du bâtiment durable au niveau international<sup>[6]</sup>.

### La Loi libanaise sur le climat (LLC)

La Loi libanaise sur le climat (LLC) est une plateforme qui rassemble tous les leaders climatiques non étatiques afin d'aider le Liban à réaliser son ambition en matière de changement climatique. Elle vise à créer de la croissance économique d'une manière qui apporte de la valeur à la société en s'attaquant aux défis du changement climatique au Liban. Elle a été conçue avec l'appui du programme 'renforcement des capacités sur les faibles émissions (LECB) du PNUD, de l'Union européenne et du gouvernement allemand (ministère fédéral de l'environnement, de la **protection de la nature et de la sécurité nucléaire** (BMU)<sup>[7]</sup>. La LLC contribue à susciter l'implication du secteur privé dans la communauté élargie du changement climatique. Elle offre aux entreprises un espace pour présenter et soutenir l'action climatique à travers des initiatives concrètes et des approches multipartites, contribuant ainsi de manière durable et rentable à une réponse solide et efficace au changement climatique. La LLC a déjà organisé trois Plateformes de Connaissances Commerciales (PCC) pour aider le secteur privé à s'engager dans l'action climatique<sup>[8]</sup>.

### Conseil libanais du bâtiment durable (CLBD)

L'objectif du LGBC est de fournir un système de certification libanais pour les bâtiments qui adoptent des paramètres environnementaux et de transformer la façon dont les bâtiments et les communautés sont conçus en un environnement prospère qui améliore la qualité de vie. Le LGBC ambitionne de devenir une organisation à but non lucratif de premier plan qui promeut l'industrie de la construction durable au niveau international.



[4] <https://archive.unescwa.org/association-lebanese-industrialists>

[5] <https://www.lusha.com/business/fa642fc42528d0cd/>

[6] <https://lebanon-gbc.org/our-mission/>

[7] <https://www.ndcs.undp.org/content/ndc-support-programme/en/home/impact-and-learning/ideas-and-insights/2016/lebanon-climate-act-engaging-the-private-sector-in-carbon-mitig.html>

[8] <https://climatechange.moe.gov.lb/youandcc>

### Le plan d'action national pour les énergies renouvelables (PANER)

C'est un document technique qui aborde de multiples stratégies en matière d'énergies renouvelables. Le PANER est divisé en chapitres pour chaque technologie d'énergie renouvelable que le Liban entend ou envisage de mettre en œuvre (bioénergie, solaire, éolienne, hydroélectrique, etc.) avec une analyse technique. Le PANER doit aborder directement la plupart des ODD et faire davantage référence à la lutte contre le changement climatique par le biais d'objectifs en matière d'énergies renouvelables. Le PANER démontre toutefois les avantages plus larges des projets d'énergie renouvelable en fournissant de nombreuses études de cas, des exemples de programmes spécifiques et des citations d'experts. Les objectifs de développement durable et la contribution déterminée au niveau national (CDN) sont brièvement mentionnés dans le plan<sup>[9]</sup>.

### Le deuxième plan d'action national pour l'efficacité énergétique (PNEE)

Ce plan est techniquement axé sur les mesures d'économie d'énergie et adopte une approche sectorielle des économies d'énergie en fonction de l'utilisation finale touchant autant de secteurs, notamment les bâtiments, l'industrie, les PME, l'agriculture, la mobilité et les transports, les services publics et les installations. Le PNEE aborde l'efficacité énergétique du point de vue de l'offre et de la demande ; par conséquent, la mise en œuvre du PNEE réduira directement les émissions de gaz à effet de serre grâce à une utilisation réduite et plus efficace des ressources énergétiques telles que le fioul lourd et le diesel<sup>[10]</sup>.

**Le document politique pour le secteur de l'électricité 2010** (DPSE 2010) et le document politique **actualisé pour le secteur de l'électricité** (DPSE 2019) abordent l'électricité au Liban du point de vue de l'offre et de la demande en vue de réaliser des gains d'efficacité en matière de transmission et de distribution. La mise en œuvre des politiques en matière d'électricité permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre grâce à une utilisation plus efficace des ressources énergétiques telles que le fioul lourd et le diesel et par un déploiement accru des énergies renouvelables<sup>[11]</sup>.



[9] <https://climatechange.moe.gov.lb/viewfile.aspx?id=288/>

[10] <https://climatechange.moe.gov.lb/viewfile.aspx?id=284/>

[11] <https://climatechange.moe.gov.lb/viewfile.aspx?id=282/>



### La stratégie agricole 2015-2019

La stratégie agricole 2015-2019 s'appuie sur la stratégie agricole 2010-2014 qui l'a précédée et a pour mission "d'améliorer les performances du secteur agricole en contribuant au développement économique, social, environnemental et rural durable du Liban". Tout au long de ses huit principaux pistes d'action, la stratégie met fortement l'accent sur de multiples dimensions du développement durable <sup>[12]</sup>.

### La stratégie nationale du secteur de l'eau (SNSE)

Les objectifs de cette stratégie sont axés sur la garantie de l'approvisionnement en eau de toutes les régions du Liban, l'amélioration du réseau de distribution et de transmission, et la sensibilisation. La stratégie aborde le changement climatique dans le cadre de sa feuille de route stratégique, particulièrement en ce qui concerne l'accroissement des changements climatiques et ses implications sur le secteur de l'eau <sup>[13]</sup>.

### Industrie du Liban 2025 : La vision intégrée du secteur industriel libanais (2015)

Lancée par le ministère de l'Industrie, il s'agit d'une stratégie de haut niveau comportant sept objectifs visant à "conduire le secteur industriel libanais et à contribuer à son autonomisation, son activation, sa protection et son développement". Le cinquième objectif se concentre uniquement sur l'industrie verte, "Économie verte : Énergie - renouvelable et efficacité", et est donc pertinent pour les efforts du Liban en matière de changement climatique et les ODD <sup>[14]</sup>.

[12] <https://climatechange.moe.gov.lb/viewfile.aspx?id=281>

[13] <https://climatechange.moe.gov.lb/viewfile.aspx?id=292>

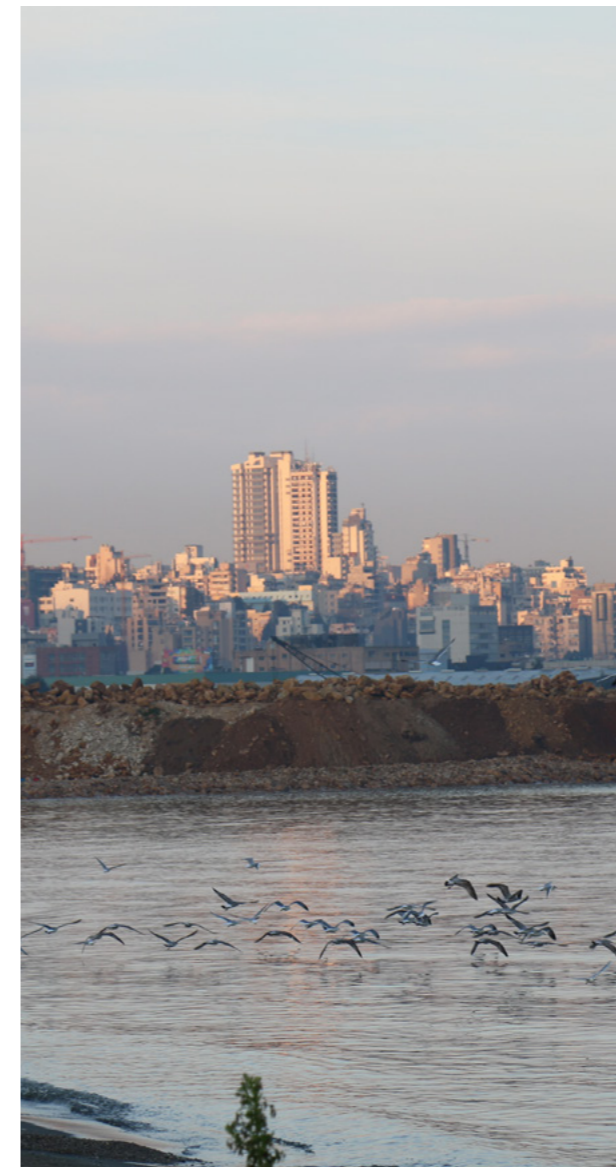
[14] <https://climatechange.moe.gov.lb/viewfile.aspx?id=291>

### La stratégie nationale de gestion intégrée des déchets solides (SNGIDS)

Cette stratégie fournit une liste approfondie d'initiatives visant à mettre en place un secteur de traitement des déchets durable et complet au Liban, y compris des solutions physiques et de gouvernance. La SNGIDS aborde la gestion des déchets au moyen d'une stratégie intégrée mais ne fixe pas d'objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Selon la troisième communication nationale, la majeure partie du potentiel de réduction des émissions dans le secteur des déchets solides peut être réalisée grâce à la valorisation énergétique des déchets, qui remplace la mise en décharge et les décharges à ciel ouvert, ce qui constitue un élément central de la stratégie. De la CDN du Liban à la CCNUCC et à l'Accord de Paris, les objectifs globaux d'atténuation ne comprennent pas d'objectifs spécifiques en matière de déchets. Toutefois, lorsque la CDN mentionne le secteur de l'énergie, elle couvre la consommation d'électricité et de carburant dans tous les secteurs, y compris l'industrie, les transports, les ménages, l'agriculture, etc<sup>[15]</sup>.

### Les Mesures d'Atténuation Appropriées au niveau National (MAAN)

L'objectif des MAAN dans le secteur des déchets municipaux solides (DMS) au Liban est " d'identifier et de décrire les actions concrètes nécessaires au secteur afin d'améliorer les processus menant à une plus grande efficacité, de réaliser un changement transformationnel vers des normes de développement durable plus élevées et de réduire les émissions de gaz à effet de serre " (ME, 2017). Les MAAN abordent diverses questions liées au secteur des déchets, notamment la gestion des déchets, les stratégies de collecte, de tri et d'élimination, la collecte des gaz de décharge, la mise en œuvre de la valorisation énergétique des déchets (WtE) et la mise en place d'une législation appropriée. Le plan fait référence à la CDN du Liban et relie les co-bénéfices des stratégies de mise en œuvre des MAAN aux cibles spécifiques des ODD<sup>[16]</sup>.



### La stratégie de transport terrestre pour le Liban

Cette stratégie vise à atteindre des objectifs à court et à long terme pour transférer la demande de transport vers les transports publics. La stratégie s'aligne sur les ODD en fournissant des transports sûrs, décents et accessibles et en réduisant les émissions de gaz à effet de serre grâce à un transfert de la part modale vers les transports en commun<sup>[17]</sup>.

[15] <https://climatechange.moe.gov.lb/viewfile.aspx?id=290>

[16] <https://climatechange.moe.gov.lb/viewfile.aspx?id=289>

[17] <https://climatechange.moe.gov.lb/viewfile.aspx?id=287>

# 03.

Exemples de financement climatique



Les instruments de financement durable au Liban sont limités en raison de divers facteurs : le besoin de stabilité économique et politique, la sensibilisation à l'économie circulaire et la taille du marché. Les possibilités de financement pour les entreprises vertes sont ainsi limitées à l'aide internationale fournie par le biais de concours, d'accélérateurs ou d'incubateurs et d'investisseurs locaux/régionaux.

Le Liban a été l'un des premiers pays de la région à émettre une obligation verte et a développé une stratégie de promotion de la finance durable par le biais d'une campagne de sensibilisation en 2010 (BDL 2010)<sup>[18]</sup>.



### 3.1 Banque du Liban

Il n'existe pas de banque nationale de développement au Liban. Cependant, la **Banque du Liban** (BDL), qui est la banque centrale, fournit (par l'intermédiaire des banques commerciales) des prêts subventionnés au secteur privé pour la mise en œuvre de projets d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable<sup>[19]</sup>. En 2010, la BDL a publié une politique permettant aux banques commerciales d'exempter les prêts aux secteurs verts des réserves obligatoires à hauteur de 100%-150% du prêt, réduisant ainsi les coûts associés aux prêts pour de tels projets. Ce soutien a été élargi en 2013-20. En outre, la BDL a coordonné le programme ANEEER (Action nationale pour l'efficacité énergétique et l'énergie renouvelable) qui a permis de financer des projets d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable. La BDL est impliquée dans le projet de Réduction de la Pollution Environnementale au Liban (PRPE), qui vise à mettre en place un mécanisme de conformité environnementale du secteur industriel au Liban. Ce projet est une initiative conjointe entre le ministère de l'Environnement, le ministère des Finances, la Banque mondiale, l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement (AICS) et le PNUD.

[18] [https://switchmed.eu/wp-content/uploads/2022/07/SustainableFinanceReport\\_Lebanon.pdf](https://switchmed.eu/wp-content/uploads/2022/07/SustainableFinanceReport_Lebanon.pdf)

[19] [https://transparency-partnership.net/system/files/migrated\\_document\\_files/190527\\_gpd\\_parisabkommen\\_lebanon\\_rz.pdf](https://transparency-partnership.net/system/files/migrated_document_files/190527_gpd_parisabkommen_lebanon_rz.pdf)

### 3.2 Banques commerciales et fonds ayant une expérience en matière de financement climatique

**Le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES)** a pour objectif principal de contribuer au financement de projets de développement économique et social dans les États arabes par le biais de prêts et de financement par actions, de subventions et de soutien aux PME<sup>[20]</sup>. Le programme de projets verts du Fonds arabe témoigne du soutien apporté par le Fonds arabe à la transition vers des économies vertes en stimulant les projets qui réduisent les impacts environnementaux négatifs et les émissions de carbone, en encourageant les nouveaux projets verts et en soutenant les projets existants. Dans le cadre de ce programme, le Fonds arabe offre des prêts concessionnels pour le financement de projets verts qui ont un taux d'intérêt plus bas que les autres prêts, des subventions pour mener des études de faisabilité et des conceptions, soutenir les capacités institutionnelles dans les pays arabes, fournir des financements pour les petits projets verts innovants et allouer un million de dinars Koweïtien pour la première phase du programme<sup>[21]</sup>.

Jusqu'en 2021, l'AFSED a financé plusieurs projets et activités dans de multiples secteurs au Liban, notamment l'agriculture, l'énergie, les services sociaux, les transports, l'eau et l'égout.

**Le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe (FKDEA)** est la première institution du Moyen-Orient à participer activement aux efforts de développement international. Il accorde des prêts à des conditions préférentielles pour financer des projets de développement dans les pays en développement. Le Fonds fournit également une assistance technique pour financer les coûts des études de faisabilité des projets et la formation des ressortissants des pays emprunteurs<sup>[22]</sup>. Le FKDEA et le PNUD ont signé un accord pour élargir leur soutien en faveur de l'environnement et des communautés locales au Liban.

#### **Stabilisation par le biais de projets de gestion des déchets solides au mécanisme d'investissement vert (PGDSMI)**

Le Liban s'attache à établir le LGIF, tel que stipulé dans le plan de redressement financier du gouvernement, afin de fournir des financements verts et climatiques par le biais d'instruments financiers accessibles et abordables pour les secteurs public et privé et d'apporter l'assistance technique nécessaire à diverses entités pour créer des projets bancables. Le PGDSMI devrait contribuer de manière substantielle à la mise en œuvre de la CDN en augmentant les investissements dans des projets respectueux du climat grâce à des mécanismes de coordination des donateurs et des investisseurs et à une stratégie de capitalisation<sup>[23]</sup>.



[20] <https://lb.test.chm-cbd.net/organizations/arab-fund-economic-and-social-development-afesd-arab-fund>

[21] <https://www.arabfund.org/Default.aspx?pagelid=54>

[22] <https://www.undp.org/arab-states/press-releases/kuwait-fund-and-undp-team-support-solid-waste-management-lebanon>

[23] <https://faolex.fao.org/docs/pdf/leb205977E.pdf>

### 3.3 (Super)-ESCO

Dans le cadre du Plan d'Action National pour l'Efficacité Énergétique (PANEE) au Liban, le Centre libanais pour la conservation de l'énergie (CLCE) a mis en place un processus de qualification pour les sociétés de services énergétiques (ESCO) et les sociétés d'audit énergétique.

Les entreprises suivantes ont passé avec succès les différentes exigences fixées par le CLCE. Elles sont reconnues comme des sociétés de services énergétiques qualifiées (ESCO qualifiées) et des sociétés d'audit énergétique (spécialisées dans les services de gestion de l'énergie mais pas dans les services de mise en œuvre<sup>[24]</sup>): APAVE Liban ; Beta Engineering ; Earth Technologies ; Eco Consulting ; Energy Efficiency Group (EEG) ; Free Renewable Electric Energy (FREE) ; Green Essence ; METACS ; et OTB<sup>[25]</sup>.



### 3.4 Partenariats public-privé (PPP) et concessions

Les investissements liés au climat dans le cadre des PPP concernent le chauffage solaire de l'eau domestique, les énergies renouvelables et les transports (publics, aériens, etc.). La première tentative de PPP au Liban a eu lieu en 2003, lorsque la ville de Tripoli a été chargée de gérer ses services municipaux d'approvisionnement en eau. En l'absence de cadre juridique, ce contrat a échoué. Les obstacles à la mise en œuvre des PPP étaient la nécessité d'un processus normalisé de préparation des projets et l'inadéquation des procédures d'appel d'offres. Une nouvelle loi sur les PPP a été introduite en 2017, et le Haut Conseil pour la Privatisation a été désigné comme agence publique, car il existe une motivation générale pour améliorer les PPP malgré les défis et les problèmes de mise en œuvre.

Les autorités libanaises se sont efforcées de mettre en œuvre des réformes pour débloquer plus de 11 milliards de dollars de fonds promis lors de la conférence CEDRE (Conférence Économique pour le Développement du Liban par les Réformes avec les Entreprises), tenue en avril 2018, au cours de laquelle le pays a présenté un ambitieux Plan d'Investissement en Capital (PIC) pour le développement des infrastructures. Le PIC, qui prévoit un financement du secteur privé d'environ 40 % des projets proposés, cherche à répondre aux besoins des autorités locales libanaises. En prévision de la CEDRE, le gouvernement libanais a adopté en août 2017 une législation tant attendue réglementant les PPP : Loi n° 48 sur les PPP. Afin de promouvoir et d'encourager les investissements dans le secteur des infrastructures attirant les investissements étrangers, la loi rapproche le Liban des références internationales en matière de PPP<sup>[26]</sup>.

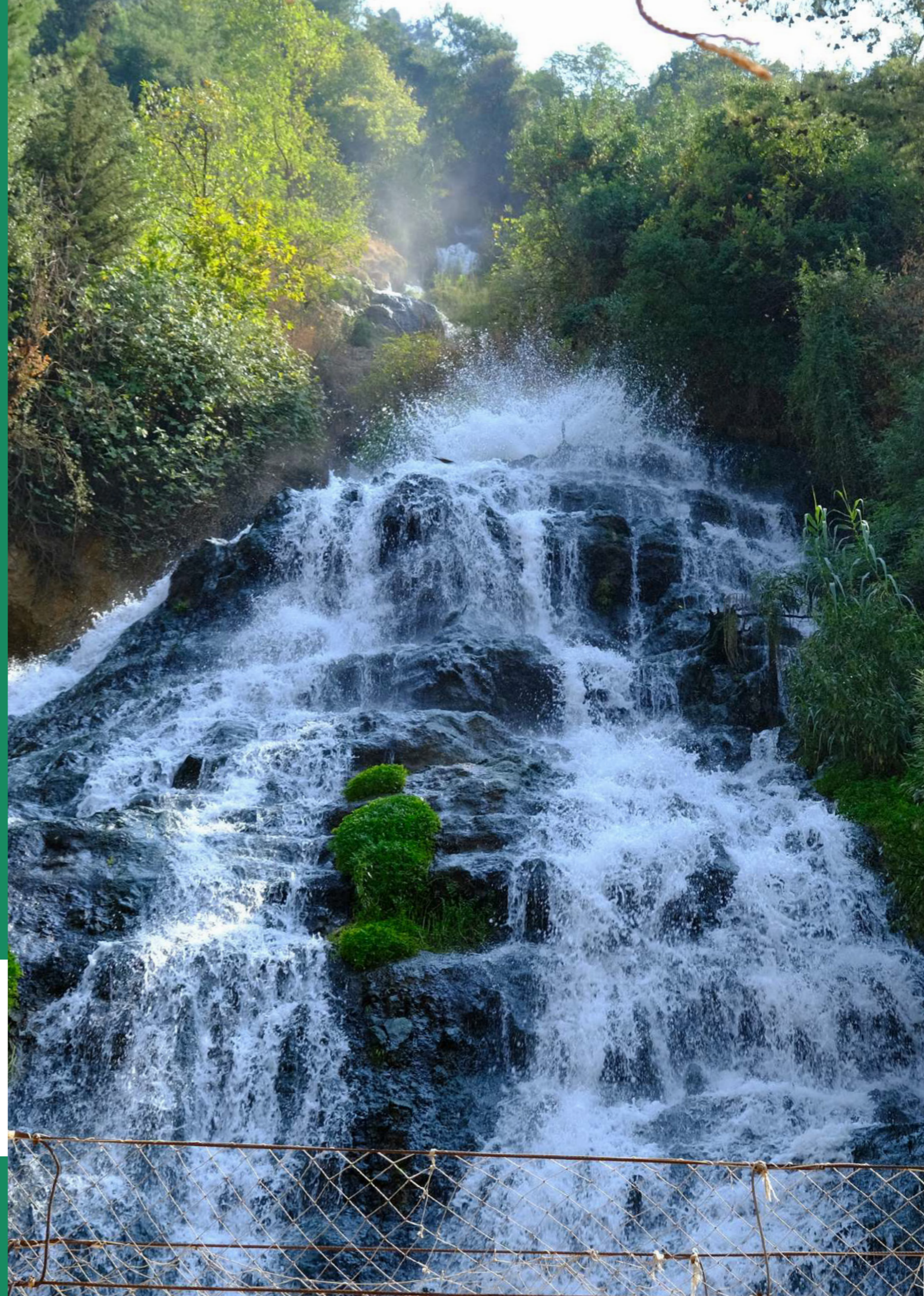
[24] <https://lcec.org.lb/sites/default/files/2021-02/Qualified%20ESCO%20May2020%20-Final.pdf>

[25] <https://lcec.org.lb/our-work/LCEC/ESCO>

[26] [https://transparency-lebanon.org/Uploads/Library/257/download/de1e724c-dccc-43a1-9a05-d22f84a3d921\\_257.pdf](https://transparency-lebanon.org/Uploads/Library/257/download/de1e724c-dccc-43a1-9a05-d22f84a3d921_257.pdf)

# 04.

Exemples de financement climatique par les donateurs et les banques multilatérales de développement



La ratification par le gouvernement libanais des principaux traités et conventions sur l'environnement a permis d'obtenir des subventions et des financements de programmes importants de la part de la communauté internationale. Les principaux donateurs sont le Fonds pour l'environnement mondial (par l'intermédiaire d'agences de mise en œuvre telles que le PNUD, le PNUE et la Banque mondiale), l'Agence française de développement (AFD), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, l'Agence canadienne de développement international (ACDI), l'Union européenne (UE), le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), l'agence de coopération internationale allemande (GIZ), la Coopération italienne au Liban, le gouvernement japonais, le gouvernement norvégien, l'Agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), et bien d'autres encore.

Les pays de l'OCDE ont également accordé au Liban une aide sous forme de subventions pour l'élaboration de politiques, le soutien institutionnel, l'éducation et la sensibilisation dans les domaines de la sylviculture, de l'énergie, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, qui sont directement et indirectement liés au changement climatique.

#### L'Union européenne (UE)

Depuis 2012, l'UE a accordé une aide financière de plus de 2,4 milliards de dollars américains et a fourni une assistance technique au Liban. Parmi les différents instruments dont dispose l'UE, la nouvelle programmation indicative pluriannuelle (PIP), qui a été préparée grâce à un financement du nouvel instrument européen pour le voisinage, le développement et la coopération internationale (NDICI) pour 2022-2027.

#### La Banque européenne d'investissement (BEI)

La BEI collabore avec le Liban depuis 1978 et agit conformément à la politique européenne de voisinage (PEV) et à d'autres accords bilatéraux de l'UE. Le Liban est un bénéficiaire important des financements de la BEI. Presque la moitié des 2,3 milliards d'euros investis par la BEI dans le pays ont servi à soutenir des projets d'infrastructures essentielles, principalement dans les secteurs des eaux usées et des transports. En outre, sous réserve de l'évolution de la situation locale, la BEI a l'intention d'axer son activité future dans le pays sur la transition numérique, la bioéconomie, l'efficacité énergétique, les soins de santé et l'éducation. Les premières opérations de prêt aux entreprises dans le pays ont été signées en septembre 2019. Elles comprenaient un prêt de 30 millions de dollars destiné à financer de nouvelles infrastructures énergétiquement efficaces pour les tours cellulaires existantes et nouvelles à travers le pays<sup>[27]</sup>.

[27] <https://www.eib.org/en/press/all/2019-238-eib-finances-lebanese-ipt-powertech-group-to-improve-energy-efficiency-of-telecom-sector.htm>

### La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)

La BERD au Liban se concentre sur le soutien à la compétitivité du secteur privé, la promotion de l'approvisionnement en énergie durable et l'amélioration de la qualité et de l'efficacité de la prestation des services publics. Les opportunités d'affaires pour la BERD au Liban dépendent des initiatives et réformes politiques du pays et de la géopolitique régionale.

### Banque Mondiale

In 2020 the World Bank Group, EU and UN launched the Reform, Recovery and Reconstruction Framework (3RF)<sup>[28]</sup> to address Lebanon's immediate- and short-term needs. The 3RF outlines a costed, prioritised framework of actions needed to support recovery and reconstruction in Lebanon. It aims to "build back better" by adopting an integrated approach focused on people-centred recovery, preparing the ground for medium-term reconstruction, and initiating key structural reforms based on transparency, inclusion, and accountability principles.

### Mécanisme de financement pour le Liban (SFI)

Un fonds fiduciaire multi donateurs, a été créé en décembre 2020 à la suite du lancement du 3RF en tant que plateforme unique et inclusive pour coordonner le redressement centré sur les personnes dans les zones touchées, ainsi que pour fournir un plan global de soutien aux réformes nationales et aux investissements dans le domaine de la reconstruction, et pour mettre en commun les ressources sous forme de dons et coordonner le financement à l'appui du redressement socio-économique immédiat des personnes vulnérables et des entreprises touchées par l'explosion.

Afin d'accélérer et de rationaliser le soutien au secteur privé, il a été envisagé de créer un fonds fiduciaire distinct, administré par la Banque mondiale. Le fonds de la MFI<sup>[29]</sup>, visant à mettre en place des solutions à court et moyen terme pour le développement du secteur privé, y compris des outils de réduction des risques et des financements mixtes, serait étroitement associés avec le MFI géré par la Banque mondiale et fonctionnerait dans un cadre stratégique commun avec des accords de gouvernance harmonisés pour assurer une approche conjointe et une coordination entre les activités des secteurs public et privé<sup>[30]</sup>.



[28] <https://www.worldbank.org/en/country/lebanon/publication/lebanon-reform-recovery-reconstruction-framework-3rf>

[29] <https://www.worldbank.org/en/country/lebanon/brief/lebanon-financing-facility-for-reform-recovery-and-reconstruction-questions-and-answers>

[30] <https://www.worldbank.org/en/country/lebanon/brief/lebanon-financing-facility-for-reform-recovery-and-reconstruction-questions-and-answers>

**Le programme de récupération, de restauration et de gestion des déchets de l'environnement critique de Beyrouth** a été signé entre la Banque mondiale et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et est financé par le Mécanisme de financement pour le Liban (MFI). Le programme contribuera à la gestion et à l'élimination des déchets de démolition contaminés par l'amiante générés par les bâtiments endommagés, à la remise en état des infrastructures de gestion des déchets solides endommagées et à la fourniture d'une assistance technique pour leur exploitation durable. Le projet remettra en état deux installations de traitement des déchets solides endommagées. Il permettra également l'amélioration du système global de gestion des déchets de Beyrouth en mettant en œuvre des projets pilotes de démonstration sur la gestion intégrée des déchets solides. Les communautés locales participeront à la sélection de ces projets pilotes, à la conception des approches de traitement et à l'évaluation de leurs performances.

### Le gouvernement allemand par l'intermédiaire de la KfW

La KfW est active dans les thèmes centraux du Liban : la paix et la cohésion sociale, le développement économique durable, la formation et l'emploi, et la protection des moyens de subsistance. Dans le cadre du thème central "Protéger nos moyens de subsistance", les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement seront renforcés, ce qui permettra de réduire les risques sanitaires et environnementaux.



### L'Agence Française de Développement (AFD)

Un prêt souverain concessionnel de 70 millions d'euros octroyé par l'AFD soutient le projet "Collecte et traitement des eaux usées" dans le district du Kesrouan, 2015-2022. Le projet prévoit la construction de deux stations d'épuration d'une capacité de 510 000 habitants, la remise en état du réseau existant, le développement de nouveaux réseaux de collecte pour desservir 100 000 habitants supplémentaires et la mise en place d'une assistance technique et le renforcement des capacités. Le projet vise à réduire la quantité d'eaux usées non traitées rejetées dans la mer Méditerranée. Les autres bailleurs de fonds sont l'UE et la BEI<sup>[31]</sup>.

[31] [https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/20.500.12413/15795/903\\_Donor\\_support\\_for\\_climate\\_change\\_in\\_MENA.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/20.500.12413/15795/903_Donor_support_for_climate_change_in_MENA.pdf?sequence=1&isAllowed=y)

## Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

Financé par plusieurs donateurs, le programme Environnement, Climat et Énergie du PNUD au Liban travaille en étroite collaboration avec le gouvernement et collabore avec le secteur privé, les municipalités locales et les organisations du secteur civil afin d'améliorer la gestion des ressources naturelles, d'atténuer le changement climatique et de s'y adapter, et de promouvoir l'énergie durable. Parmi les domaines de travail du programme, on trouve la promotion d'approches énergétiques durables dans les secteurs productif et public, y compris divers types de sources d'énergie renouvelables et la gestion de la demande (efficacité énergétique) en utilisant des subventions et des financements mixtes ; la gestion et la conservation de l'eau, la protection des ressources en eau vulnérables, l'amélioration de l'efficacité de l'eau et la réduction des charges polluantes sur les masses d'eau<sup>[32]</sup>.

Le PNUD a soutenu le ministère de l'énergie et de l'eau et a lancé le projet CEDRO 5 (Country Entrepreneurship for Distributed Renewables Opportunities), cofinancé par l'UE, en étroite collaboration avec le projet ClimaMed et mis en œuvre en partenariat avec l'Association des industriels libanais (AIL), le Conseil libanais du bâtiment durable (CLBD) et l'Institution internationale de crédits pour les énergies renouvelables (I-REC). Le projet fournit des installations d'infrastructure de base et forme les techniciens municipaux à l'efficacité énergétique et à la gestion financière dans le cadre de la mise en œuvre du projet. Clima-Med et le PNUD CEDRO 5 fourniront une assistance technique supplémentaire et des subventions partielles aux municipalités ciblées pour sélectionner et mettre en œuvre dix interventions pilotes supplémentaires en matière d'énergie durable<sup>[33]</sup>.

## L'USAID

L'USAID soutient des activités dans les domaines de l'environnement, du changement climatique et des ressources en eau. Les activités dans le domaine du climat et de l'environnement mettent l'accent sur la promotion de la diversité environnementale du Liban à travers la conservation, la sensibilisation et la reforestation<sup>[34]</sup>. Dans le secteur de l'eau, l'USAID soutient les quatre autorités régionales de l'eau au Liban afin d'améliorer leurs opérations, la fiabilité et la qualité de la prestation de services, ainsi

que les services de construction et de renforcement des capacités. Elle soutient également les municipalités locales en matière de renforcement des capacités et de construction. Les résultats comprennent l'amélioration des opérations, de la gestion financière, de la planification et de la sensibilisation des clients<sup>[35]</sup>.



[32] <https://www.undp.org/lebanon/environment-climate-and-energy>

[33] <https://www.climamed.eu/cooperation-between-eu-clima-med-and-cedro-v-projects-in-lebanon/>

[34] [https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/20.500.12413/15795/903\\_Donor\\_support\\_for\\_climate\\_change\\_in\\_MENA.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/20.500.12413/15795/903_Donor_support_for_climate_change_in_MENA.pdf?sequence=1&isAllowed=y)

[35] <https://www.reuters.com/markets/rates-bonds/penny-pinching-power-cuts-lebanons-middle-class-squeezed-by-crisis-2022-01-23/>  
[https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/20.500.12413/15795/903\\_Donor\\_support\\_for\\_climate\\_change\\_in\\_MENA.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/20.500.12413/15795/903_Donor_support_for_climate_change_in_MENA.pdf?sequence=1&isAllowed=y)

05.

CONCLUSIONS



**Le Liban a présenté sa CDN révisée en mars 2021. Parallèlement, plusieurs plans et stratégies ont été publiés concernant l'atténuation et l'adaptation aux niveaux national et local. En outre, plusieurs institutions nationales visent à contribuer directement aux actions climatiques, notamment les ministères de l'environnement, de l'agriculture, de l'énergie et de l'eau, de l'industrie, de l'intérieur et les autorités locales, ainsi que de nombreux acteurs non étatiques.**

Malgré la crise économique, politique et sociale actuelle et la ruine financière du Liban depuis 2019, le gouvernement libanais a ratifié des conventions et des traités environnementaux majeurs. En outre, un processus de qualification des ESCO et des sociétés d'audit énergétique est en place, et une multitude de documents de planification liés à l'action climatique sont disponibles pour être utilisés une fois la stabilité politique et économique assurée. Il s'agit notamment de la loi libanaise sur le climat, du plan d'action national

pour les énergies renouvelables, du document d'orientation pour le secteur de l'électricité 2010, ainsi que des stratégies pour l'agriculture, l'eau, les déchets solides et les transports terrestres.

Les PAAEDCs du projet Clima-Med ont aidé 10 municipalités Libanaise à sélectionner et à prioriser de nombreux projets d'investissement climatique. Cela représente une base solide à présenter à l'attention des bailleurs de fonds internationaux.



## Sites internet

<https://www.ndcs.undp.org/content/ndc-support-programme/en/home/impact-and-learning/ideas-and-insights/2016/lebanon-climate-act--engaging-the-private-sector-in-carbon-mitig.html>

<https://www.climamed.eu/cooperation-between-eu-clima-med-and-cedro-v-projects-in-lebanon/>

<https://www.undp.org/lebanon/environment-climate-and-energy>

<https://www.youth4nature.org/blog/lebanons-first-national-private-sector-dialogue-on-climate-finance-a-youth-perspective>

<https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fsufs.2022.748343/full>

<https://climatechange.moe.gov.lb/agriculture>

<http://www.lari.gov.lb/about>

<https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fsufs.2022.748343/full>

<https://archive.unescwa.org/association-lebanese-industrialists>

<https://lebanon-gbc.org/our-mission/>

<https://www.irecstandard.org#/>

<https://www.irecstandard.org/lebanon/>

Member Countries | Coalition of Finance Ministers (financeministers-forclimate.org)

<https://dailynewsegypt.com/2022/11/10/islamic-development-bank-provides-13bn-financing-for-green-projects/>

<https://lb.test.chm-cbd.net/organizations/arab-fund-economic-and-social-development-afesd-arab-fund>

<https://www.arabfund.org/Default.aspx?pageId=54>

<https://www.undp.org/arab-states/press-releases/kuwait-fund-and-undp-team-support-solid-waste-management-lebanon>

<https://www.kuwait-fund.org>

<https://climatechange.moe.gov.lb/climate-finance>

<https://lebanon.un.org/en/142648-climate-change-lebanon-threat-multiplier>

<https://climatechange.moe.gov.lb/youandcc>

<https://www.climatechangenews.com/2021/03/17/lebanon-increases-climate-goal-despite-political-economic-turmoil/>

<https://fastcompany.com/impact/lebanon-has-the-intent-but-does-it-have-the-funds-to-act-on-climate-change/>

<https://www.ebrd.com/where-we-are/lebanon/lebanon-overview.html>

<https://www.flat6labs.com/>

<https://climatechange.moe.gov.lb/climate-finance>

<https://climatechange.moe.gov.lb/viewfile.aspx?id=216>

<https://www.undp.org/lebanon/projects/support-lebanon-environmental-pollution-abatement-project-lepap>

<https://lcec.org.lb/our-work/LCEC/ESCO>

<https://lcec.org.lb/sites/default/files/2021-02/Qualified%20ESCO%20May2020%20-Final.pdf>

<https://ppp.worldbank.org/public-private-partnership/library/ppp-laws-concession-laws-lebanon>

<https://www.greengrowthknowledge.org/national-documents/action-plan-sustainable-public-procurement-lebanon>

<https://www.climamed.eu/cooperation-between-eu-clima-med-and-cedro-v-projects-in-lebanon/>

<https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2022/12/20/lebanon-us-8-86-million-grant-to-support-solid-waste-management-and-reduce-public-health-and-environmental-impacts>

<https://projects.worldbank.org/en/projects-operations/project-detail/P172770>

<https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2022/05/18/-lebanon-financing-facility-supports-beirut-s-environmental-recovery-efforts-and-solid-waste-management>

<https://www.undp.org/lebanon/projects/energy-and-waste-solutions-0>

<https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/migration/lb/3f-6c455f6114474066b23e971f6520000a35c680dd75f748fd46c843bd7e1c7e.pdf>

<https://www.undp.org/lebanon/projects/environmental-rehabilitation-through-enhancement-integrated-waste-management-eroi>

<https://www.undp.org/lebanon/projects/hcfc-phase-out-management-plan-hpmp-stage-ii-compliance-post-2015-control-targets-annex-c-group-1-substances-lebanon>

<https://www.undp.org/lebanon/projects/national-ozone-unit>

<https://www.undp.org/lebanon/projects/support-host-communities-wash-sector>

<https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/migration/lb/3cf10815855f5f8159a8c7ae2c69be4fd603c87fc0846343950953fe9f424b4b.pdf>

<https://lebanon-coordination.gfmd.info/lebanon-meeting-reports/december-2021/donor-and-implementer-perspectives>

<https://www.worldbank.org/en/country/lebanon/brief/lebanon-financing-facility-for-reform-recovery-and-reconstruction-questions-and-answers>

## Rapports et publications

2022, UNFCCC, TECHNICAL ASSESSMENT OF CLIMATE FINANCE IN THE ARAB STATES ANNEX TO THE ARAB STATES CLIMATE FINANCE ACCESS AND MOBILIZATION STRATEGY available at [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/UNFCCC\\_NBF\\_TA\\_AS\\_final.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/UNFCCC_NBF_TA_AS_final.pdf)

UNEP/MAP MedWaves. (2022). Country Outlook on Sustainable Finance Lebanon. Published on [www.switchmed.eu](http://www.switchmed.eu)

THE LEBANON CLIMATE ACT: ENGAGING THE PRIVATE SECTOR TO ENHANCE CLIMATE ACTION IN LEBANON published by GIZ in cooperation with UNDP available at [https://transparency-partnership.net/system/files/migrated\\_document\\_files/190527\\_gpd\\_parisabkommen\\_lebanon\\_rz.pdf](https://transparency-partnership.net/system/files/migrated_document_files/190527_gpd_parisabkommen_lebanon_rz.pdf)

2012, Review of the Public Procurement Legal Framework in Lebanon Possibilities for Incorporating Environmental and Social Sustainability Criteria prepared in the partnership between the United Nations Environment Programme (UNEP), the United Nations Development Programme (UNDP) and the Institut des Finances Basil Fuleihan – Lebanon, available at <https://lp.gov.lb/backoffice/uploads/files/Review%20of%20the%20Public%20Procurement%20Legal%20Framework%20in%20Lebanon.pdf>

2019, Lebanon's Progress on Public-Private Partnership and the Role of Local Authorities\* prepared by Democracy Reporting International – Lebanon Office, available at [https://transparency-lebanon.org/Uploads/Library/257/download/de1e724c-dccc-43a1-9a05-d22f84a3d921\\_257.pdf](https://transparency-lebanon.org/Uploads/Library/257/download/de1e724c-dccc-43a1-9a05-d22f84a3d921_257.pdf)

2020, UK K4D, Donor support for climate change initiatives in the MENA available at [https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/20.500.12413/15795/903\\_Donor\\_support\\_for\\_climate\\_change\\_in\\_MENA.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/20.500.12413/15795/903_Donor_support_for_climate_change_in_MENA.pdf?sequence=1&isAllowed=y)

La présente publication a été financée par l'Union Européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du projet Clima-Med et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union Européenne.

Les auteurs de la publication regrettent toute erreur ou omission qui aurait pu être commise involontairement.

Cette publication ne peut être reproduite en tout ou en partie et sous quelque forme que ce soit sans l'autorisation spéciale du détenteur des droits d'auteur, à condition que la source soit mentionnée. Clima-Med souhaiterait recevoir une copie de toute publication utilisant cette publication comme source.

Retrouvez-nous sur: [www.climamed.eu](http://www.climamed.eu)

Suivez-nous sur



Ce projet est labellisé par l'UpM



Union for the Mediterranean  
Union pour la Méditerranée  
الإتحاد من أجل المتوسط



Joint Research Centre

Un projet mis en œuvre par un  
Consortium dirigé par DAI



Shaping a more livable world.

Design: Purple  
Images: Wadih Chehaibar